

Globalisation et impact de la diaspora sur le processus démocratique et le développement socio-économique du Cameroun.

AUTEUR 1

DJOUFAN FOTSING Georgette Arielle

Ph.D

Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC)



AFRICAN SOCIAL SCIENCES JOURNAL - COPYRIGHT © 2025



Déclaration de divulgation : Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.

Conflit d'intérêts : Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : DJOUFAN FOTSING .G A (2025) « Globalisation et impact de la diaspora sur le processus démocratique et le développement socio-économique du Cameroun » ASSJ - Vol 01 N°02 pp: 001 – 033.

Résumé :

Dans un contexte de globalisation où les migrations internationales ont un enjeu certain, l'interaction des diasporas avec leur pays d'origine est visible non seulement dans le domaine politique, mais aussi, a une incidence sur les problématiques liées au développement socio-économique du pays. Cet état de choses appelle cette diaspora aujourd'hui plus que jamais à exister dans un village-monde. Ainsi, comprendre l'intérêt de l'engagement de la diaspora camerounaise dans la vie du pays nécessite que cette étude soit adossée sur l'approche de la socio-anthropologie politique de la gouvernance et du développement. Ceci conduit à poser la question suivante : comment la diaspora camerounaise dans un contexte de globalisation contribue-t-elle au processus démocratique et développement socio-économique au Cameroun ? En prenant comme cas d'étude la diaspora camerounaise, cette étude s'interroge sur la résultante des interactions diasporiques dans le processus démocratique et le développement socio-économique dans le pays d'origine avec pour grille de lecture le transnationalisme. Dès lors, cette recherche entend scruter l'impact engendré par les dynamiques de mondialisation sur la diaspora camerounaise sous-tendu par de nouvelles formes de solidarité à distance.

Mots-clés : Globalisation, diaspora, démocratie, développement socioéconomique, Cameroun

Abstrat:

In a context of globalisation where international migration is a key issue, the interaction of diasporas with their countries of origin is visible not only in the political sphere, but also has an impact on issues related to the socio-economic development. This state of affairs calls on the diaspora today, more than ever, to exist in a “global village”. Therefore, understanding the importance of the Cameroonian diaspora's involvement in the life of the country requires this study to be based on the political socio-anthropological approach to governance and development. This leads to the following question: how does the Cameroonian diaspora, in a context of globalisation, contribute to the democratic process and socio-economic development in Cameroon? Taking the Cameroonian diaspora as a case study, this research examines the outcome of diasporic interactions in the democratic process and socio-economic development in the country of origin, using transnationalism as a framework for analysis. This paper aims at examining the impact of globalisation dynamics on the Cameroonian diaspora, underpinned by new forms of long-distance solidarity.

Keywords: Globalisation, diaspora, democracy, socio-economic development, Cameroon

INTRODUCTION

Dans un contexte de mondialisation marqué par les dynamiques migratoires de plus en plus intenses, les mobilités connaissent une envergure remarquable justifiée par plusieurs raisons notamment la quête de bien-être, le désir d'expansion économique ou la (re) conquête de la liberté politique¹. Les technologies de l'information et de la communication, consubstantielles à la globalisation ont aussi favorisé l'émergence de nouvelles formes de participation et de mobilisations citoyennes de cette catégorie de personnes regroupées sous l'appellation « diaspora ». Ainsi, l'implication des diasporas africaines précisément dans la vie et le fonctionnement de leur pays d'origine apparaît comme l'exercice d'une « solidarité à distance ». La considération de la communauté d'appartenance, l'esprit de sacrifice et d'initiative, l'implication dans la vie politique, la propension à l'épargne sont des attitudes et comportements qui structurent les diasporas africaines parce qu'elles représentent le prolongement à l'étranger des terroirs d'origine. Cet engagement de la diaspora dans les activités de développement socio-économique et politique est un capital crucial pour les pays d'origine.

Considérée comme une catégorie fluide par John Amstrong², le mot « diaspora » signifie dispersion. Il provient du grec sporo qui veut dire « graine » ou de speira signifiant « semer ». C'est ainsi que dans la tradition biblique, la diaspora fait allusion à la dispersion des juifs et renvoie à une communauté nationale ayant migré, mais conservant des interactions avec le pays d'origine. Dès lors, la diaspora est perçue comme une communauté ethnoculturelle diffuse hors de son milieu d'origine³. La notion de diaspora met avant celle de migration et traduit le mouvement d'un peuple s'installant en terre étrangère tout en conservant ses liens avec son sol d'origine. En appréhendant cette forme d'organisation qu'est la diaspora, malgré les évolutions sémantiques et les différents développements conceptuels, il apparaît une forme de territorialité

¹Yao Assogba, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, n° 1, vol 15, p. 99.

² John A. Amstrong, « Mobilized and proletarian diaspora », *American political science review*, 50 (2), 1976, pp. 393-408.

³ Michel Bruneau, « Espaces et territoires de diasporas », *Espace géographique*, tome 2, vol 6, n°1, 1994, pp. 5-18.

particulière ancrée dans un nationalisme transnational comme le note Riva Kastoryano⁴. Ceci rend compte du rapport que l'individu entretient à la fois avec son pays d'origine et son pays d'accueil.

En rendant compte des effets de la mondialisation induits par l'utilisation du digital par les expatriés, Tristan Mattelard⁵ note que le développement des identités culturelles est en réinvention dans un contexte de flux transnationaux émergents. N'ayant pas de frontières territoriales en temps de mondialisation, Arjun Appadurai relève que les flux des médias électroniques jouent un rôle central dans le monde contemporain et favorisent, au-delà du vote, une participation de la diaspora dans les processus démocratiques du pays d'origine⁶. Dans ces conditions, l'utilisation du cyber-espace et les opportunités offertes par la transnationalisation a notamment été révélée par Dana Diminescu avec le concept de « migrant connecté »⁷ et Serge Proulx avec la notion de « nomades connectés »⁸. Une autre série d'études a analysé l'utilisation des nouveaux médias et leur capacité à générer une atmosphère transnationale démocratique. Mireille Manga Edimo évoque la notion de « citoyenneté réinventée » pour expliquer comment l'avènement de la globalisation a largement restructuré les modes d'actions des diasporas camerounaises⁹. In fine, l'on convient avec Patrick Murphy de l'émergence d'une cyberdémocratie traduite par une intelligence collective et une liberté d'expression¹⁰.

⁴ Riva Kastoryano, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°4, 2006, pp. 533-553.

⁵ Tristan Mattelard, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *Tic&Société*, vol. 3, n° 1-2, 2009, pp. 11-57.

⁶ Appadurai Arjun, *Modernity at Large: Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

⁷ Dana Diminescu, « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », *Migrations Société*, vol 17, n° 102, pp. 275-292, 2005.

⁸ Serge Proulx, Des nomades connectés : vivre ensemble à distance, *Hermès*, n° 51, 2008, pp. 155-166.

⁹ Mireille Manga Edimo, « Les TIC, nouvelles formes d'action politiques. Le cas des diasporas camerounaises », *Afrique contemporaine*, n° 234, pp. 127-140, 2010.

¹⁰ Patrick Murphy D., *Media and Democracy in the Age of Globalization*, Albany, State University Press, 2007.

Dans un monde globalisé, la question de la participation de la diaspora au processus de développement est tout aussi cruciale que sa participation politique. La reproduction des espaces communautaires à l'ère de la globalisation impulsée par les nouveaux moyens de communication crée des instances de solidarité. Le rôle actif des membres de la diaspora souligne leur contribution potentielle ou réelle au développement des entités du pays d'origine. Comme identité activement choisie, revendiquée ou assumée, l'appartenance à une diaspora se transforme en une source de production culturelle, symbolique, économique, technique et organisationnelle¹¹. L'engagement volontaire formel des émigrants dans les activités de développement économique, social et culturel de leurs localités ou régions d'origine est une marque de solidarité à distance. C'est à juste titre que Moussa Dembélé fait remarquer que dans certains pays africains, les contributions des émigrés ont « dépassé l'aide publique au développement octroyée par le pays hôte »¹². Yao Assogba note pour sa part que, les Africains s'organisent également de manière informelle et dans des associations pour œuvrer, en partenariat avec les compatriotes demeurés au pays, à la réalisation des projets de développement en terre d'origine¹³. L'engagement volontaire formel des émigrants dans les activités de développement économique, social et culturel de leurs communautés une marque de solidarité à distance. C'est à juste titre que Moussa Dembélé fait remarquer que dans certains pays africains, les contributions des émigrés en France ont « dépassé l'aide publique au développement octroyée par le pays hôte »¹⁴. Les diasporas visibles ici sont les prolongements, les extensions extraterritoriales, des nations dont elles se réclament. Le territoire national ne borne plus l'espace de l'identité, mais en reste éventuellement un référent majeur¹⁵.

¹¹Rosita Fibbi. & Meyer JB, « Introduction. Le lien plus que l'essence », *Autrepart*, vol 2, n° 22, 2002, pp. 5-21.

¹² Dembélé Moussa, « Le financement du développement et ses alternatives : le rôle des mouvements sociaux et politiques », *Alternatives Sud*, vol. 8, n° 3, 2001, 229-251.

¹³ Assogba Yao, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, n° 1, vol 15, 2002, pp. 99-110.

¹⁴ Moussa Dembélé, « Le financement du développement et ses alternatives : le rôle des mouvements sociaux et politiques », *Alternatives Sud*, vol. 8, n° 3, 2001, pp. 229-251.

¹⁵ Badie Bertrand, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.

En se situant dans l'immense littérature consacrée aux phénomènes de globalisation diasporique et de son impact sur la vie démocratique et le développement socio-économique des pays d'origine, cette étude tente d'appréhender la participation politique de la diaspora camerounaise et son rôle dans la vie socio-économique du pays. Ainsi, comment la diaspora camerounaise dans un contexte de globalisation contribue-t-elle au processus démocratique et au développement socio-économique au Cameroun ?

La démarche méthodologique s'appuie sur des données collectées à travers les entretiens et les Focus group Discussion qui ont été menées avec certains acteurs de la diaspora. Dans le cadre de cette recherche, l'on a fait usage du type d'échantillonnage non probalériste ayant permis de cibler un échantillonnage de 200 individus au Gabon, au Cameroun en présentiel d'une part, et d'autre part, en virtuel avec les membres de la diaspora de la France et de l'Allemagne. Il s'agit des membres de la diaspora, des responsables administratifs et politiques, des professionnels des organismes internationaux. Sur le plan socio-économique, elle est basée sur l'évaluation de la contribution globale de la diaspora à partir de la diaspora camerounaise basée au Gabon. Le Cameroun a une forte diaspora au Gabon ayant un impact considérable sur la vie socio-économique du Cameroun. Des données recueillies par l'OIM démontre que le Gabon est une terre d'accueil avec une grande fraction d'immigrants. Le Cameroun représente 20% de migrants, occupants ainsi la 2^e position après le Mali qui compte 22% de migrants au Gabon¹⁶. La récolte des données s'est faite entre septembre et octobre 2024. Par ailleurs, le rôle de la diaspora camerounaise a été mesurée en interrogeant les bénéficiaires du développement local des régions de l'Ouest (Bafou et Bamendjou) et du Centre (Ngoulmekong et Odza). Sur le plan politico-démocratique, l'étude porte sur l'action de la diaspora camerounaise basée en France et en Allemagne depuis les transitions démocratiques jusqu'à nos jours. Ceci a été fait en virtuel par le biais des plateformes numériques telles que WhatsApp, Zoom et Teams de Janvier à février 2025. L'exploitation documentaire a permis de compléter les sources de données mobilisées.

Analyser l'action de la diaspora camerounaise sous une optique de gain et de bénéfices revient dans le cadre de cette étude à mettre en perspective l'engagement citoyen de la diaspora sur le

¹⁶ Anne Sophie Laborieux, « L'immigration au Gabon : une réalité chiffrée bien loin des fantasmes », *Gabon Review*, juin 2024.

plan politique sous forme d'une citoyenneté « réinventée » (I) et de scruter l'apport de la diaspora sur le plan socio-économique à l'ère de la globalisation (II).

I-Citoyenneté réinventée et participation de la diaspora camerounaise au processus démocratique

L'observation du paradigme transnational a permis de scruter au travers du phénomène migratoire, un lien étroit entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Le maintien de ces liens laisse entrevoir une émergence de la « citoyenneté réinventée » au sens de Mireille Manga Edimo¹⁷ ou alors, « la nouvelle citoyenneté » pour reprendre les termes de Catherine Wihtol de Wenden¹⁸. Cette catégorie nouvelle va au-delà d'une citoyenneté représentative et s'étend sur une participation individuelle ou collective ayant une implication effective dans la vie locale de la cité. C'est sur ces prolégomènes que seront analysées les mobilisations participatives de la diaspora camerounaise (A) et l'impact de l'engagement citoyen sur le pays d'origine (B).

A-Engagement citoyen de la diaspora et dynamiques de participation démocratique

La pluralité d'actions qu'engendrent les nouvelles formes de citoyenneté s'inscrit dans une perspective évolutive qui met en avant les débats démocratiques au Cameroun. En effet, la participation politique de la diaspora renvoie à l'ensemble des activités menées en vue d'influencer directement ou indirectement l'action gouvernementale¹⁹. Cet engagement se fait selon deux principales modalités : le virtuel et le réel. Ceci rend compte de l'investissement de la diaspora dans le jeu politique à partir du sol étranger via les outils de nouvelles technologies de l'information et de la communication (1) et les modalités du vote (2).

1- Diaspora camerounaise et digital de l'espace politique

L'usage innovant des médias sociaux qui favorise une forme de communication à distance permet d'inclure les nouvelles formes d'action politique. Comme le fait remarquer Guillaume

¹⁷ Mireille Manga Edimo, *op.cit.*

¹⁸ Catherine Wihtol de Wenden, *op.cit.*

¹⁹ Lehman Schlozman, Sidney Verba & Henry Brandy, *The Unheavenly Chorus: Unequal Political Voice and the Broken Promise of American Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2012. Cité par Bader Ben Mansour, « Le rôle des médias sociaux en politique : une revue de la littérature », *Regards politiques*, vol 1, n° 1, 2017, p 8.

Cazeaux, « l'avènement d'internet et des réseaux sociaux constituent le plus vaste espace public jamais conçu, en rupture avec les précédents, au sein duquel les citoyens peuvent s'engager avec facilité pour converser et former leurs opinions »²⁰. Les internautes exercent leur pouvoir par une liberté d'expression. Les frontières n'existant pas dans cet espace plat²¹, les acteurs, souvent protagonistes circulent sans contrôle et naviguent au gré de leurs moyens. L'engagement de la diaspora dans la vie politique du pays à travers les médias sociaux crée une sorte de reconfiguration du rapport gouvernants/gouvernés. Ceci engendre une forme de socialisation politique des diasporas africaines.

Qualifié de media diasporique par excellence²² et n'ayant pas de frontières, Internet est un outil qui facilite la mise ensemble des communautés éloignées à une vitesse exponentielle. Par leurs immenses aptitudes d'interactions rapides, les réseaux sociaux qui en sont l'émanation confèrent un pouvoir d'expression qui contribue davantage à soulever des opportunités de délibération collective. Ce pouvoir d'interpellation et de mise en agenda donne à la diaspora de nouvelles capacités d'actions mobilisatrices. Elle est utilisée à diverses fins, notamment pour le travail, le divertissement, la communication, les affaires, l'éducation, etc. Selon Global Stats, Facebook est la plateforme de médias sociaux la plus utilisée au Cameroun. Sur l'ensemble des plateformes de médias sociaux publiques utilisées au Cameroun, les abonnements à Facebook s'élèvent à 87 %²³. Au Cameroun, l'utilisation des réseaux sociaux par la diaspora a eu une résonance particulière lors de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018. L'intensité des mobilisations citoyennes faites à travers le réseau social Facebook, réseau qui a été le plus

²⁰ Guillaume Cazeaux, « La fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous influence », Cités, Edition spécial, Sauver la démocratie, numéro spécial, n° 100, 2025, pp. 313.

²¹ Thomas Friedman, *La terre est plate*, Paris, Saint-Simon, 2006.

²² Annabelle Sreberny, Gender, Globalization and Communications: Women and the Transnational, *Feminist Media Studies*, vol 1, n° 1, 2001, pp. 61-65.

²³ Global Stat, "Situational Analysis of Digital Security in Cameroon", https://translate.google.com/translate?u=https://internews.org/wp-content/uploads/2021/09/Cameroon_Digital_Security_Situational_Analysis.pdf&hl=fr&sl=en&tl=fr&client=sgc

utilisé²⁴. A cet effet, un interviewé relève que :« Facebook est un média social qui relaie les opinions défendues par la diaspora et les mobilisations telles que les marches de décembre 2019, d’octobre 2019, de décembre 2020, de juillet 2021 menée par le MRC de juillet 2021. Grace à Internet, l’information circule très vite car les réseaux sociaux ont une capacité de rassemblement rapide »²⁵.

Cet outil est désormais tributaire du développement d’une liberté d’expression qui suscite désormais une solidarité transnationale. Perçu dans ce sens, Internet est devenu un espace public au sens d’Habermas qui traduit « le lieu où les personnes privées font un usage public de leur raison »²⁶. Ainsi, l’espace numérique traduit une sorte de mobilisations des membres de la diaspora qui font dialoguer l’émetteur et le récepteur. L’innovation que suggère l’outil numérique favorise les fonctions interactives et la décentralisation du débat. C’est principalement le point qui permet les formes de communications traditionnelles. Les stratégies discursives qui médiatisent la parole autorisent l’individu à faire usage de sa citoyenneté au travers de ses prises de paroles sur les sites communautaires.

La dimension transnationale qui crée une forme de communauté politique se trouve ainsi consolidée par des symboles, discours, objets et images. Cet état de chose restructure les relations gouvernants/gouvernés au Cameroun. Dans ce sens, un interviewé mentionne que : « les réseaux sociaux tendent à rendre libre la parole des citoyens camerounais, les activistes tels que Nathalie Yamb et leurs posts ont participé à émanciper les pensées et tendent à réduire les relations gouvernants/gouvernés qui préexistaient autrefois²⁷». Cette reconfiguration des rapports top/down perçue comme étant verticale, suppose un mouvement ascendant des gouvernés vers les gouvernants. C’est fort de ce constat que Coralie Richaud mentionne que: « si la représentation traditionnelle de la démocratie s’inscrit dans une logique verticale, il reste

²⁴ La totalité des membres de la diaspora camerounaise de France et d’Allemagne interviewés révèlent que Facebook a été le media social le plus utilisé pendant les périodes électorales de 2018. Ceci se faisait par des rubriques médiatiques appelés « lives » ou encore « directs ».

²⁵ Entretien avec un membre de la diaspora camerounaise résidant en France, 13 février 2025.

²⁶ Jürgen Habermas, *L’Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise (1962)*, Paris, Payot, 1978, p. 112.

²⁷ Propos recueillis lors d’un entretien avec un membre de la diaspora d’Allemagne, 21 janvier 2025.

qu'elle a été mise à l'épreuve des réseaux sociaux »²⁸. Cette verticalité dont il est question sous-tend, d'une part, une figure ascendante (gouverné) et d'autre part, une figure descendante (gouvernant) qui se structure lors de l'élection. Communiquant sur les sujets phares relatifs au fonctionnement à son pays, le Président de la République du Cameroun s'adresse aussi à sa Nation à travers un compte Twitter²⁹. En s'arrimant aux standards de l'espace virtuel, ces autorités drainent à la suite de leurs messages des commentaires de diverses natures tant certains acclament la communication du Président, que d'autres la dénigrent et la condamnent souvent avec la plus grande fermeté.

La capacité de mobilisation de la diaspora via les réseaux sociaux permet à la diaspora camerounaise de bouleverser les modèles d'engagements établis³⁰. La digitalisation de l'espace politique camerounais donne la possibilité non seulement aux internautes, mais aussi aux activistes de s'exprimer sur la vie politique du Cameroun. L'usage des réseaux sociaux crée une forme de positionnement stratégique à des fins de mobilisation contestataire pour la plupart. Au Cameroun, les réseaux sociaux sont désormais un outil de mobilisation citoyenne. C'est ainsi qu'une étude publiée par International Crisis Group considère Facebook comme le réseau social le plus populaire du pays avec près de 4 millions d'abonnés (ICG, 2020). Dans un pays où la longévité du régime au pouvoir fait écho, les comptes Facebook des leaders protestataires sont suivis par des dizaines, voire même des centaines de milliers de personnes. Certains activistes de la diaspora camerounaise tels que le Général Valsero compte près de 882 milles d'abonnés, Boris Berthold, 336 milles et J.P Remy Ngono 1 300 000 sur le media social Facebook. Dans ce sillage, qu'un interviewé mentionne que : « les activistes ont une ligne éditoriale qui s'inscrit majoritairement dans la logique de contre-pouvoir. C'est ainsi qu'ils sont suivis par des followers qui soutiennent ces posts qui dénoncent les arrestations arbitraires au pays »³¹. Ceci dénote du caractère crucial de Facebook pour les mobilisations « hors murs » de la diaspora.

²⁸ Coralie Richaud, « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestations et de reconstruction de la politique ? », *Les nouveaux cahiers du Conseil Constitutionnel*, n°54, 2017, pp. 29-44.

²⁹ Voir compte officiel du Président de la République créée en mai 2011.

³⁰ Bader Ben Mansour, « Le rôle des médias sociaux en politique : une revue de la littérature », *Regards politiques*, vol 1, n° 1, 2017, p. 7.

³¹ Entretien avec un Camerounais de la diaspora établi à France, 19 février 2025.

Au-delà de l'espace virtuel, l'engagement de la diaspora camerounaise sur le plan politico démocratique, se fait par voie électorale.

2-La participation diasporique au vote et compétition électorale à l'étranger

D'entrée de jeu, le vote caractérise la mise en acte de la compétence politique d'un citoyen. Dans le cas camerounais, cette compétence politique qu'exercent certains membres de la diaspora ne concerne que la participation aux élections présidentielle et référendaire³². En effet, l'exercice du droit de vote par les Camerounais de la diaspora a pris effet avec la loi n° 2011/013 du 13 juillet 2011 relative au vote des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger et le décret n° 2011 /237 du 8 août 2011 fixant les modalités d'application de ladite loi³³. Avant l'application de cette loi, les ressortissants camerounais résidant à l'étranger étaient obligés de se revenir sur le sol d'origine pour exercer leur droit de vote à condition d'avoir gardé leur nationalité. Ceci rend compte de l'émergence de la citoyenneté comme un nouveau facteur de mobilisation citoyenne réelle. En effet, les démarches entreprises pour établir ce droit de vote de la diaspora camerounaise démontrent à suffisance l'importance d'une considération réelle de cette composante dans le pays. La question avait été adressée en France au Chef de l'Etat lors d'une visite en 2009. Si cette question a été longtemps considérée comme « une question sensible » au sein du parti au pouvoir le RDPC, certains membres reconnaissent le caractère primordial de ce droit octroyé à la diaspora³⁴. Ceci inaugure une nouvelle ère en faisant de la diaspora un acteur réel des élections présidentielles au Cameroun.

La loi de 2011 dispose des modalités et conditions de participation au vote de la diaspora camerounaise à l'étranger. Elle insiste, premièrement, sur la possession de la nationalité camerounaise par l'électeur puisqu'elle est adossée à l'obtention au préalable d'une carte consulaire délivrée par les autorités camerounaises externes à la demande du citoyen établi sur leur territoire diplomatique. La carte consulaire doit être en cours de validité. De fait, cette disposition dénote d'un caractère exclusif car elle prive implicitement deux catégories

³² Article 271 de la Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012

³³ Loi n° 2011/013 de juillet 2011.

³⁴ Entretien avec un ancien membre de la diaspora de France, membre du directoire du RDPC à Paris dans les années 2000, 04/02/2025.

diasporiques du droit de vote à distance : les Camerounais en situation d'irrégularité et ceux ayant acquis une autre nationalité. Dans les deux cas, ces Camerounais ne peuvent pas obtenir une carte consulaire³⁵. La volonté donc d'établir une réelle participation des camerounais de la diaspora au jeu électoral demeure donc réduite.

Ainsi compris, la participation de la diaspora camerounaise au processus électoral s'est matérialisée pour la première fois à l'occasion de l'élection présidentielle du 09 octobre 2011. Selon Elections Cameroun (ELECAM), l'organe en charge de la gestion des élections au Cameroun, les échéances électorales présidentielles au Cameroun de 2011 a connu un taux de participation de la diaspora élevé à 66,43%. En Allemagne par exemple, le taux de participation s'est élevé à 50,53%, en France, ce taux de participation a atteint les 56,29%. Au regard des 24 372 camerounais de l'étranger inscrits sur les listes électorales, 192 ont voté avec 15 648 suffrages valablement exprimés et 544 bulletins nuls³⁶. Pour l'élection présidentielle octobre 2018, ELECAM a fait état d'un taux de participation de 48,11% de la diaspora. Sur 19 420 camerounais de l'étranger inscrits sur les listes électorales ; 9 342 citoyens qui ont effectivement participé au vote selon les modalités suivantes : 9 137 suffrages valablement exprimés et 205 bulletins nuls³⁷.

B . Impact de la participation politique diasporique

Les dynamiques de participation de la diaspora camerounaise reposent sur la volonté d'un engagement citoyen pluridimensionnel. Influencée par le contexte socio-politique libéral de leur pays d'accueil, la diaspora camerounaise cherche à s'ériger comme une puissance pouvant transformer, voire même reconfigurer la scène politique de leurs pays d'origine. D'une part, les interactions de la diaspora via l'usage de l'espace virtuel qu'est Internet produisent un clivage entre les membres de la diaspora et entraîne des implications dans le pays d'origine **(1)**. D'autre part, l'effet de la participation réelle de la diaspora sur le champ électoral rend compte d'une faible participation au vote de cette composante **(2)**.

³⁵ Moïse Tchingangong Yanou, « Le champ politique camerounais « à l'étranger » au travers des rivalités entre partis politiques », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 26, n° 2-3, 2019, p. 85.

³⁶ Moïse Tchingangong Yanou, *op.cit.*, p 83.

³⁷ *Idem*.

1-Débat démocratique et pluralité d'opinions de la diaspora camerounaise

L'existence des espaces d'échanges numériques participe du bouleversement de la participation démocratique. Les médias sociaux traduisent ainsi l'expression d'un pluralisme qui échappent souvent au contrôle des régimes autoritaires, bien qu'enveloppés sous un label démocratique. L'usage d'Internet à travers les réseaux sociaux des citoyens crée une forme de positionnement stratégique à des fins de mobilisation. Au Cameroun par exemple, les réseaux sociaux sont désormais un outil de rassemblement citoyen et participent de la dénonciation, et de la formation des opinions. En raison des restrictions d'accès aux médias traditionnels, les réseaux sociaux ont ouvert une fenêtre d'opportunités en tant que moyen alternatif de mobilisation, de communication, voire de contestation ou de soutien du pouvoir par la diaspora.

L'intérêt suscité par l'élection présidentielle de 2018 a fait émerger une mobilisation citoyenne à l'extérieur du pays et à l'intérieur du pays. Sur le plan politique, la vitalité des réseaux sociaux a largement contribué à la mobilisation des électeurs par les partis politiques d'opposition. Ils sont respectivement classés deuxième et troisième avec 14% pour le MRC et 6% pour le PCRN³⁸. A titre d'illustration, c'est par l'entremise du réseau social Facebook que Cabral Libii, candidat à l'élection présidentielle 2018 pour le compte du Parti Camerounaise pour la Réconciliation Nationale (PCRN) a effectué de nombreux appels à la mobilisation. Il a en a été de même pour le candidat du Mouvement pour le Renaissance du Cameroun (MRC) Maurice Kamto, avec des appels à la mobilisation à travers les pages et groupes Facebook associés à son parti. A cet effet, le MRC compte environ 90 pages Facebook et comptes associés avec une moyenne de 20 000 abonnés par page. Le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN), quant à lui, compte environ 75 pages Facebook et comptes associés avec une moyenne de 3 000 followers par page. La création de ces pages qui se sont majoritairement créés entre 2018, année de l'élection présidentielle, et 2020, année des élections législatives, a eu une ascension fulgurante³⁹.

³⁸ Steve Tametong, "Social media, opposition political parties and democratic governance in authoritarianist countries in Africa", *Tayarisha Working Paper Series* n° 003, Wits School of Governance, September 2023, p. 8.

³⁹*Ibid.*, p. 11.

Au-delà de l'aspect politique, les médias sociaux constituent le nouvel espace de mobilisation populaire pour les causes sociales au Cameroun⁴⁰. Comme le fait remarquer un membre de la diaspora : « les réseaux sociaux sont également des outils de relai des mobilisations et de vulgarisation qui se font à l'étranger. C'est ainsi que les membres de la diaspora ont effectué des marches en faveur du rétablissement de la paix dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun, le boycott des séjours des hauts commis de l'Etat en l'occurrence le président Paul Biya à l'étranger »⁴¹. Ces revendications de la diaspora se font dans une optique de solidarité à distance et militent pour le bien-être de leurs compatriotes qui subissent les conditions socio-économiques dégradantes et le poids de la mauvaise gouvernance du régime en place⁴². C'est ainsi qu'il apparaît que les appels à la mobilisation populaire dans les grandes capitales occidentales ont eu des répercussions sans précédent.

Par conséquent, il en résulte un impact considérable de la perception du citoyen à l'extérieur et même à l'intérieur du pays. Est donc né sur ces entrefaites le paradigme distinctif entre le « bon citoyen », c'est-à-dire celui qui fait allégeance au gouvernement et le « mauvais citoyen » qui renvoie à la figure de l'opposant ou du contestataire. Ainsi, l'utilisation des médias sociaux a favorisé l'émergence d'une société diasporique camerounaise clivée. C'est ainsi que les positions camerounaises opposées portées par la diaspora ont été perceptibles sous deux labels dénommés brigade « anti-tontinards » d'une part, favorable au régime en place et d'autre part, la brigade « anti-sardinards », opposé au régime. La première appellation renvoie au vocable de tontine qui est une opération de cotisation et s'avère être une culture intégrant les pratiques des Bamilékés. Le terme s'est davantage intensifié avec la présidentielle de 2018 qui a connu une candidature Bamiléké émergente. Dans un tel contexte, un tontinard est donc un allié à cet opposant « bamiléké », s'érigeant en contre-pouvoir. La deuxième appellation fait à la notion « sardinard » qui renvoie à toute personne consommant de la sardine, c'est-à-dire sympathisant du régime. Elle dénote la distribution du pain sardine à la population par le parti au pouvoir le Rassemblement Démocratique du peuple Camerounais (RDPC) pour sa campagne électorale lors des élections. La « brigade anti-sardinards » (BAS) est une partie de la diaspora camerounaise qui s'est engagée à boycotter à l'étranger toutes les actions ou les soutiens en

⁴⁰ Ngonu S, « Les réseaux sociaux comme nouvel espace de mobilisation dans des contestes post-autoritaires. Le cas de l'affaire Eva au Cameroun », *Les cahiers du numérique* 3(14), 2018, pp. 129–149.

⁴¹ Entretien avec un membre de la diaspora camerounaise résidant en France, 17/01/2025.

⁴² Entretiens avec les membres de la diaspora du Cameroun établis en France, 28/12/2025.

faveur du président Biya. Ce groupe d'activistes composés pour la plupart des migrants Camerounais d'Europe et d'Amérique du Nord a pris corps après la présidentielle du 07 octobre 2018 et se présente en un mouvement contestataire au régime en place, en se rangeant ainsi derrière le deuxième candidat à l'élection Maurice Kamto telle que proclamée par la Cour constitutionnelle. Le choix de cette appellation en abrégé BAS provient du fait que le parti au pouvoir du RDPC distribuait des sandwichs constitués de pain et de sardine en conserves lors des élections.

Au cours des entretiens effectués dans le cadre cette étude, les avis sont divers à propos de l'effet qu'ont engendré les interactions diasporiques effectuées sur la toile. Pour certains, :« la divergence d'opinions sur la toile suscite les débats, qui sont l'un des principes cardinaux de la démocratie. Ainsi, les réseaux sociaux ont une forte capacité de mobilisation qui permet de dénoncer la mauvaise gestion de la gouvernance actuelle »⁴³. Pour d'autres, ces nouvelles dynamiques communicationnelles participent à : « créer des antagonismes des Camerounais contre les Camerounais au regard de la violence des échanges qui a cours sur les réseaux sociaux et favorisent une instrumentalisation d'une tranche de la population ne possédant pas une culture politique mature et solide »⁴⁴.

Ceci est rendu possible par le potentiel des médias en ligne pour fournir un accès facile et rapide aux informations de la patrie. C'est dire le potentiel énorme de redéfinition de la scène publique. En influençant la politique locale à travers les réseaux sociaux, la diaspora camerounaise a réussi à suscité une grande audience chez les leurs restés au pays. Des actions telles que l'appel à l'inscription sur les listes électorales sont relayées sur les réseaux sociaux. Il paraît alors évident selon ce membre de la diaspora : « Internet a un impact considérable sur l'émancipation politique des camerounais du sol d'origine. Ainsi, l'exercice de la démocratie au Cameroun suppose l'implication de tous ses citoyens ⁴⁵». Si les échanges démocratiques semblent ne pas parvenir à dépasser le stade de l'expression d'opinion, les interactions observées via Internet pendant les périodes électorales révèlent une volonté de susciter une prise de conscience dans le pays. Cette fonction d'engagement que s'est octroyée la diaspora a tout de même suscité un

⁴³ Entretiens en Focus Group avec les membres de la diaspora de France et d'Allemagne, 03/01/2025.

⁴⁴ Entretiens en Focus Group avec les membres de la diaspora de France et d'Allemagne, 12/01/2025.

⁴⁵ Entretien avec un membre de la diaspora camerounaise d'Allemagne, 14/01/2025.

changement de perception de la population restée au pays en dépit d'une participation limitée de cette diaspora au vote.

2-La faible participation de la diaspora camerounaise dans le jeu électoral

Si les réseaux sociaux semblent être mutés en tribune politique, il reste que l'exercice du vote est une fonction capitale. En effet, les réseaux sociaux qui permettent d'explorer un mode de communication transnationale, est un prolongement du terrain politique. La genèse et l'application de la diaspora aux élections présidentielles ne remontent qu'à 2011 avec l'adoption d'une loi y relative par l'Assemblée nationale et le Décret du Président de la République. Ceci a tout de même constitué une avancée en matière de participation de la diaspora camerounaise. Toutefois, la portée de ce texte est relativisée en raison de la restriction des dispositions énoncées aux fins de l'article de 272⁴⁶ qui fait une sélection implicite de la qualité de l'électorat diasporique.

En 2018, il ressort que la diaspora camerounaise a connu un taux de participation général de 48,11%, soit 51,27% en Afrique (hors Cameroun), 38,82% pour la zone Europe, 75,28% pour la zone des Amériques, 33,93% dans la zone Asie⁴⁷. En 2011, la diaspora a participé à l'élection présidentielle à hauteur de 66,43 soit 71,48% en Afrique (hors Cameroun), 63,13% en Europe, 83,63 dans les Amériques et 60,54 en Asie⁴⁸. En comparant les chiffres de la participation aux élections présidentielles de 2018 et de 2011, il ressort une baisse de participation de la diaspora en 2018. Cette baisse peut s'expliquer par le fait qu'en 2011, la reconnaissance du droit de vote de la diaspora a suscité une certaine effervescence. L'émergence d'une diaspora camerounaise votante apparaît alors comme un moyen essentiel de participation politique et démocratique dans les affaires du pays d'origine.

Par ailleurs, de l'avis de certaines personnes interrogées, la faible participation de la diaspora tient aux irrégularités du processus électoral, précisément la fraude. La perception générale est

⁴⁶ Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012.

⁴⁷ En 2018, l'effectif inscrit de la diaspora était de 19 420 et l'effectif votant de 8 342. Voir Recueil des décisions de 2018 publié par le Conseil Constitutionnel du Cameroun, proclamation des résultats, pp. 368-373.

⁴⁸ En 2011, l'effectif inscrit de la diaspora était de 24 372 et l'effectif votant de 16 192. Données extraits du rapport général sur le déroulement de l'élection présidentielle du 09 octobre 2011, p. 238.

que les élections sont ficelées par l'équipe dirigeante de sorte à conserver le pouvoir même par des moyens contestables. C'est à ce titre que Samuel Mack-Kit indique qu'au Cameroun, il y a incontestablement des abus face à l'ampleur du phénomène de fraude⁴⁹. Les irrégularités mentionnées par un camerounais de la diaspora explique : « Lors des élections de 2018, je me suis inscrit et lorsque je suis allée voter, malheureusement mon nom n'était pas sur la liste des inscrits. Ceci traduit une fraude électorale dans le jeu électoral »⁵⁰. Ainsi, le système électoral semble être guidé par des manœuvres du jeu politique en faveur de l'équipe dirigeante. Dans ces conditions, la fraude électorale est perceptible par plusieurs types d'irrégularités qui semblent s'accommoder des suffrages. C'est à ce titre que certaines mobilisations sont menées dans l'optique de dénoncer et revendiquer un recomptage des voix par l'opposition.

Au regard des dynamiques d'engagement citoyen de la diaspora camerounaise sur le plan politico-démocratique, il en ressort une croissance significative de l'intérêt de la diaspora camerounaise pour le pays d'origine. Si l'avènement d'internet et de son corollaire, les réseaux sociaux, a favorisé une prise de conscience et une implication certaine de la diaspora, il reste que la participation limitée. La diaspora camerounaise couvre un vaste champ d'activités sur le domaine socio-économique. Ces dynamiques qui permettent d'apprécier les rapports de la diaspora camerounaise avec la communauté d'origine est traversée par plusieurs logiques.

II- Dynamisme de la diaspora camerounaise et contribution au développement socioéconomique

L'implication socio-économique de la diaspora camerounaise provient d'abord d'un attachement symbolique et une volonté de maintenir les liens interactifs avec le pays d'origine. Ainsi, le phénomène de migrations qui résulte de la mondialisation participe à créer des réseaux transnationaux, bouscule les espaces et crée des reconfigurations sociales. Au Cameroun, l'institutionnalisation de l'option diaspora en faveur développement se veut être le vecteur de renforcement des capacités nationales en matière d'innovation⁵¹. Elle s'est renforcée avec l'adoption du programme « Gestion des Camerounais de l'étranger », en 2014 piloté par le Ministère des relations extérieures du Cameroun. Ce projet vise à capitaliser le potentiel de la

⁴⁹ Samuel Mack-Kit, « Les élections au Cameroun », *Recherches internationales*, n°80, 2007, p. 33.

⁵⁰ Entretien avec un Camerounais de la diaspora d'Allemagne, 17/01/2025.

⁵¹ Léger Félix Ntjenjom Mbohoulou, « L'émergence de l'option diaspora au Cameroun : recours à un concept magique dans un contexte de crise », *Revue Gouvernance*, vol 20, n°2, 2023, p. 56.

diaspora camerounaise afin de contribuer au développement du pays. Déjà en 2005, les pouvoirs publics avaient mis sur pied la Division des Camerounais de l'étranger au sein du ministère des relations extérieures. Sur le plan socio-économique, la collaboration du gouvernement avec la diaspora en faveur du développement est une dynamique nouvelle qui influe sur la perception du rapport gouvernants/gouvernés. Ceci traduit le rôle prépondérant de la diaspora camerounaise et donne d'examiner en premier lieu les formes de contribution de cet ensemble, et en deuxième lieu (A), les représentations culturelles de l'aide diasporique camerounaise (B).

A- Les formes d'engagement de la diaspora camerounaise en faveur du développement socioéconomique

Appréhender la diaspora camerounaise comme acteur de développement à l'ère de la globalisation revient à observer les actions menées par celle-ci dans le pays d'origine. Ceci est notamment perceptible à travers les transferts de fonds, les aides faites aux familles l'implantation des projets de nature sociale, les investissements économiques, le développement local portés par des associations de la diaspora. L'un des buts essentiels de la migration tels qu'avancé par Guebert Flore⁵² est d'offrir des conditions de vie meilleures aux familles et aux communautés d'origine. Dans le cadre de travail, ces formes de participation constituent des transferts de fonds (1) et des investissements contribuant au développement local (2).

1-La participation par les transferts financiers

Les effets de la mondialisation qui génèrent des externalités positives donnent d'analyser le lien entre migrations et développement. Dans cette veine, les membres de la diaspora sont considérés comme des agents potentiels de développement⁵³. De manière générale, la question du rapatriement des fonds en Afrique subsaharienne effectués par la diaspora représente une contribution certaine au développement des pays d'origine, même si celle-ci n'est pas

⁵²Flore Gubert, « Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique », Regard croiser sur l'économie, la découverte, vol. 2, n°8, 2010, pp. 96-105.

⁵³ Roger Tsafack & Gérard Tchouassi, « Aspects économiques et financiers de l'émigration en Afrique », Jean-Emmanuel Pondi (dir), *Immigration et diaspora : un regard africain*, Paris, Maisonneuve & Larose 2007, p. 123.

.....

systématiquement évaluée⁵⁴. Ces flux financiers représentent une opportunité pour le développement local et un appui considérable aux économies locales. Selon un rapport de la Banque mondiale de 2024, les transferts de fonds en Afrique s'avoisinent autour de 100 milliards USD, ce qui correspond à 6% du PIB africain. Ces transferts de fonds sont au-dessus des budgets gouvernementaux alloués au développement qui s'élève à 42 milliards et les investissements directs de l'étranger qui atteignent les 48 milliards⁵⁵. Ainsi dans certains pays africains, les transferts de fonds de la diaspora sont au-dessus de l'aide publique au développement octroyée par les pays d'accueil⁵⁶. Au Cameroun spécifiquement, les transferts de fonds de la diaspora camerounaise en 2022 s'élevaient à près de 365 millions de dollars en 2022⁵⁷. Ces données mettent en évidence le rôle crucial de la diaspora dans les économies africaines.

Aussi, il est important de noter que transferts de fonds sont souvent effectués de manière informelle, toute chose qui ne permet pas de saisir tous les flux financiers des expatriés. De plus, l'usage de ces fonds est multiple bien qu'une partie soit souvent destinée aux aides familiales. Si la migration est une aventure personnelle, force est de reconnaître qu'elle s'inscrit dans une logique familiale ou communautaire et se présente sous forme de bénéfices dédiés à satisfaire les besoins de consommation courante. Dans la plupart du temps, les transferts de fonds sont destinés au paiement des scolarités, des frais médicaux, l'achat des biens de consommation⁵⁸. Par ailleurs, les transferts d'argent sont également destinés à la réalisation des projets immobiliers à usage personnel ou à des fins commerciales, le lancement des jeunes entreprises communément appelées « start-up », et à tout autre activité commerciale génératrice de revenus⁵⁹. En analysant les dynamiques de fonds diasporiques au Cameroun, il apparaît

⁵⁴ Françoise Bahoken, « Emigrés d'Afrique centrale : qu'en est-il, qui sont-ils et que font-ils ? », Jean-Emmanuel Pondi (dir), *Immigration et diaspora : un regard africain*, Paris, Maisonneuve & Larose 2007, p. 43.

⁵⁵ Africa 24, « Afrique : les transferts de fonds de la diaspora atteignent 100 milliards USD en 2024 », Janvier 2025.

⁵⁶ Moussa Dembélé, « Le financement du développement et ses alternatives : le rôle des mouvements sociaux et politiques », *Alternatives Sud*, vol. 8, n° 3, p. 242.

⁵⁷ AIMF, « La plateforme numérique de mobilisation des diasporas est lancée », juin 2024.

⁵⁸ Entretien avec un bénéficiaire de l'aide diasporique, 14 février 2025.

⁵⁹ Entretien avec un promoteur de start-up résidant en France, 10/09/2024.

comme un fait social au sens de Marcel Mauss⁶⁰ qui rend compte des dynamiques culturelles qui prônent par essence la solidarité et l'entraide. En fait, les pourvoyeurs de ces fonds sont perçus comme des enfants bénis de la communauté justifiant quelques fois l'attribution des titres de noblesse. A ce titre, l'aide diasporique permet) ses pourvoyeurs d'avoir une position de Big Man⁶¹ dans la société.

Pour les ressortissants camerounais résidant au Gabon, terrain de collecte de données de cette étude, il apparaît que la diaspora joue un rôle crucial dans les communautés d'origine à travers les transferts de fonds. La montée en puissance des services mobile money à partir des années 2017 a contribué à réduire les émissions bancaires, mais également la traçabilité des fonds. A présent, la microfinance EDG par exemple estime à près de 3 milliards de FCFA par mois les transferts de fonds des camerounais du Gabon vers le Cameroun. La microfinance Express Union quant à elle, considère que transferts pris mensuellement s'élèvent à hauteur de 80 millions de fcf. La Régionale qui est une autre microfinance a estimé les transferts à 12 milliards en 2020, 11 milliards en 2021, 14 milliards et en 2022, 13 milliards en 2023⁶². Par ailleurs, en analysant la baisse des transferts d'argent par voie bancaire, il apparaît une montée en puissance des transactions Mobile dans la zone CEMAC. Le Cameroun est celui qui a reçu les sommes les plus élevées dans la CEMAC. Ainsi, entre janvier et août 2024, les transactions financières en destination du Cameroun, se sont élevées à 72 794 686 489 milliards⁶³.

Les ressortissants camerounais du Gabon font partir de plusieurs corps de métiers, en l'occurrence les enseignants, les médecins, les experts comptables, les entrepreneurs, les

⁶⁰ Marcel Mauss, *Le fait social total*, Paris, PUF, 1994.

⁶¹ Voir les travaux de Marshall Sahlins qui considérait un « *Big Man* » comme un leader généreux, respecté dans la communauté et ayant acquis cette position à travers la compétition. Marshall SAHLINS, "Poor man, rich man, big man, chief: political types in Melanesia and Polynesia", *Comparatives studies in Society and History*, n°5, 1963, pp. 285-303.

⁶² Données recueillies sur le terrain respectivement avec les responsables des établissements des microfinances gabonaises EDG, Express Union, et la Régionale qui émettent de nombreuses transactions en direction du Cameroun, 03/10/2024.

⁶³ Données recueillies auprès du Groupement Interbancaire monétique de l'Afrique centrale (GMAC) de janvier à août 2024.

opérateurs économiques, les fonctionnaires internationaux et les commerçants⁶⁴. A la suite de cet entretien, qui ont été effectués avec certains d'entre eux révèlent qu'ils envoient des sommes importantes au pays. Ainsi, il ressort que d'un entretien que : « La plupart du temps, les transferts de fonds sont destinés à l'aide des familles et, dans une certaine mesure, à des investissements locaux ou des projets destinés à leurs communautés. Ces transferts destinés pour la plupart à l'aide sociale oscillent en moyenne entre 700 000 fcfa à 10 000 000 fcfa par an »⁶⁵.

Cette configuration de l'aide diasporique, véritable source de financement du développement socioéconomique du pays d'origine, est une opportunité pour les pays en voie de développement donc le Cameroun. Des entretiens avec des responsables des institutions financières font remarquer que : « les circuits informels de transferts de fonds de la diaspora ne permettent toujours pas de saisir les réelles transactions. Ces mesures de contournement sont souvent dues aux coûts élevés des frais de transferts d'argent »⁶⁶. Dans ces conditions, la valeur exacte des montants transférés est difficilement saisissable, toute chose qui empêche de mesurer le véritable impact des transferts de fonds de la diaspora camerounaise du Gabon. De plus, la montée en puissance des services Mobile money facilitent la tâche aux membres de la diaspora puisqu'il révèle d'un service instantané. Dans ce sens, les actions visant au développement des pays d'origine nécessitent plus d'accompagnement des pouvoirs publics.

2- Les investissements contribuant au développement local dans le pays d'origine

Les actions en lien avec le développement local dans les pays d'origine se mènent à travers des réseaux constitués par les groupes et les associations dans le pays d'accueil. La participation de la diaspora s'organise de façon formelle et se perçoit par conséquent à travers les projets de développement locaux et les investissements.

⁶⁴ Entretien avec le 2^e conseiller de l'Ambassade du Cameroun au Gabon, 01/09/2024.

⁶⁵ Entretien avec un ancien chef de communauté de région reconnu par l'ambassade du Cameroun au Gabon, 03/10/2024.

⁶⁶ Entretien avec un ressortissant camerounais de la diaspora du Gabon, 09/10/2024.

Relativement à l'implantation des projets locaux, il est important de révéler que la plupart d'entre eux se structurent au sein des associations diasporiques établies dans les pays hôtes⁶⁷. Ainsi, les rassemblements communautaires à l'étranger facilitent l'action de la diaspora. Selon le postulat de la nouvelle économie de la migration, les phénomènes migratoires constituent un moyen d'enrichissement⁶⁸.

Lors des entretiens effectués au Gabon, il en ressort qu'il existe plusieurs associations organisées en fonction de la communauté de provenance : la communauté Bafou de Libreville, la communauté Fotouni de Libreville, la communauté Bamendjou de Libreville. Ces communautés originaires de l'Ouest Cameroun participent à plusieurs projets tels que la construction des écoles, les dons de produits pharmaceutiques, les contributions aux festivals organisés dans chaque village⁶⁹. Il existe également les communautés Essele et Inter-city, ressortissants majoritairement de la région du Centre majoritairement engagées dans les aides familiales⁷⁰. De plus, la communauté Manyu qui regroupe les ressortissants du département de la Manyu dans le Sud-ouest est aussi active dans les projets d'électrification et de scolarisation des jeunes du village⁷¹.

Dans le village Bamendjou situé dans le département des Hauts-plateaux, la communauté FABABEL (Famille Bamendjou de Belgique) et la communauté TALODJE (Bamendjou des USA), la Communauté Bamendjou de France, la Communauté Bamendjou de Libreville, pour ne citer que celles-ci, font des dons à caractère social dans le village tels que le matériel médical, l'installation des forages. Un agent de la mairie de Bamendjou partage sa connaissance sur les dons apportés par la diaspora : « Un fils de la diaspora canadienne a offert du matériel médical en août 2024 et un fils du terroir résidant en France a fait un don d'un forage dans le quartier Latsit »⁷².

⁶⁷ Yao Assogba, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, n° 1, vol 15, p. 102.

⁶⁸ Ange Bergson Lendja, *Politique et émigration irrégulière en Afrique. Enjeux d'une débrouille par temps de crise*, Paris, Karthala, 2010.

⁶⁹ Données recueillies des Focus Group discussion dirigés par les chefs de communautés, 30/09-03/10 2025

⁷⁰ Données recueillies des Focus Group discussion dirigés par les chefs de communautés, 04-10-2025.

⁷¹ Données recueillies des Focus Group discussion dirigés par les chefs de communautés, 06-10-2025.

⁷² Entretien avec un cadre de la mairie de Bamendjou, 20 septembre 2025.

Ces dons contribuent au développement local et au bien-être social. Les projets se font beaucoup plus dans le domaine de la santé avec le don des équipements et produits pharmaceutiques, dans le domaine éducatif avec l'octroi du matériel scolaire, les salles multimédia et dans le domaine social avec la construction des forages pour l'eau potable. A propos de cette forme d'organisation de la communauté à l'étranger, le chef supérieur de Bamendjou affirmait que , « l'organisation de la diaspora majoritairement jeune doit davantage se constituer en collectif pour l'intérêt commun du village »⁷³. A Bafou, dans le département de la Menoua, la diaspora de cette communauté soutient des projets de construction des adductions en eau à Balefe, de remise des dons pharmaceutiques et de matériel scolaire, la construction des centres multimédia culturels⁷⁴. C'est à cet effet que le chef du groupement Bafou fait remarquer que : « La diaspora Bafou des USA a offert des produits pharmaceutiques à la communauté du village ⁷⁵». Les associations diasporiques des ressortissants Bafou dans le monde sont nombreuses et très actives en l'occurrence au Gabon, en Côte d'Ivoire, en Suisse, France, Allemagne, aux USA et au Canada, pour ne citer que ceux-ci⁷⁶. Dès lors, cette dynamique associative contribue à pérenniser l'esprit communautaire de la diaspora et leurs frères restés au pays.

Dans le même sillage, la diaspora ressortissante de certaines localités de la région du Centre est également impliquée dans le développement. Le mode opératoire est cependant différent de celui des ressortissants de l'Ouest. Le village Ngoulmekong, zone péri-urbaine situé dans le département du Nyong et Mfoumou, appartient au groupement Yengono issu du peuple Beti. Les actions de la diaspora sont également visibles, notamment à travers la construction des forages, la contribution à l'éducation des enfants par le biais de l'octroi des fournitures scolaires et le paiement des frais d'APE des élèves. La particularité de cette aide est qu'elle se fait de manière individuelle et ne prend pas la forme des projets communautaires⁷⁷. A Odza, quartier situé à Yaoundé majoritairement constitué des « Mvog-Belinga », descendants des « Bene »

⁷³ Entretien avec le Chef Supérieur Bamendjou, 08/09/2024.

⁷⁴ Entretien avec un cadre communal de la Mairie de Nkong-Zem (mairie à laquelle appartient Bafou), 06/09/2024.

⁷⁵ *Idem*.

⁷⁶ Entretien avec le Chef Supérieur du village Bafou, 15/10/2024.

⁷⁷ Entretien avec le Chef traditionnel Yengono, groupement qui comprend le village Ngoulmekong, 11 décembre 2024.

dans le grand groupe Beti, il existe très peu des dons de la diaspora. C'est ainsi qu'un fils du village vivant aux USA contribue simplement à l'activité sportive des jeunes en partageant des maillots pour les championnats de voyage.

Outre cela, les ressortissants de la diaspora sont par ailleurs actifs dans les investissements mobiliers dans leurs localités d'origine qu'est Odza. Autrefois, cette aire géographique a une époque a été le fief du « business foncier ». Cet argent a permis à un moment donné aux ressortissants d'Odza de faire immigrer leurs enfants et ces derniers investissent dans leur communauté d'origine⁷⁸. C'est ainsi que ressortissants d'Odza allée à l'étranger investissent dans la construction des appartements meublés et les hôtels, les restaurants et lieux de divertissement. Ainsi, l'urbanisation du village s'est transformée en opportunité pour les fils et filles d'Odza. Relativement aux chiffres, un interviewé stipule : « moi-même, en tant qu'ancien membre de la diaspora, j'ai des investissements dans cette localité que je ne saurai déclarer pour des raisons personnelles »⁷⁹.

Au regard de ce qui précède, il apparaît que l'implantation des projets par la dynamique collective est plus grande dans la région de l'Ouest que dans la région du Centre Cameroun. Les habitus et les représentations culturelles et sociales de chacune de ces communautés influent sur le niveau et les formes d'implication des diasporas

B- Les représentations culturelles et symboles des pratiques de l'aide diasporique

La culture et les traditions revêtent une importance essentielle en tant que substrat d'attachement particulier des membres de la diaspora à leur pays, mieux à leur communauté d'origine⁸⁰. Ceci donne sens au culturalisme qui rend compte du rapport de l'être humain avec son histoire son environnement. Toute chose qui façonne et a une influence déterminante sur l'organisation de sa vie⁸¹. Ainsi, la formation de la personnalité d'un individu est fortement

⁷⁸ Entretien avec le 3^e adjoint au Maire de la Mairie de Yaoundé IV, par ailleurs chef traditionnelle dans une localité voisine (indiquer le nom de cette localité voisine) (borne 12).

⁷⁹ *Idem*.

⁸⁰ Isabelle Taobada Leonetti, « Culture d'origine, Cultures immigrées, Cultures ethniques. Réflexions sur le traitement idéologique ambivalent de ces notions », *L'Homme et la société*, n° 77-78, 1985, p. 131.

⁸¹ Philippe Rozin, « Le concept de culturalisme dans les sciences anthropologiques : de Tylor à Lowie », *Le philosophe*, vol 2, n°27, 2006, pp. 151-176.

influencée par les sociétés humaines au regard de leurs us et coutumes. Même si l'appartenance culturelle est quelque peu déterritorialisée avec la distance qui existe désormais avec le pays d'origine, la diaspora maintient des liens de solidarité avec la communauté d'origine. Ceci lui permet de contribuer au développement local, tout chose qui a un effet significatif au regard des cultures (1). Par ricochet, cette affirmation culturelle symbolise un attachement au pays d'origine à l'épreuve de la distance (2).

1. La portée de la contribution de la diaspora camerounaise au regard des origines ethniques

L'apport de la diaspora camerounaise dans le développement de leur pays d'origine est un phénomène qui met à l'œuvre deux catégories d'acteurs sociaux : l'homo œconomicus et l'homo donator⁸². Il en résulte une identification de la diaspora comme une source de financements perçus à travers les transferts de fonds et les projets portés par des individus ou des associations diasporiques. Cet éventail de rôles que joue la diaspora a une portée très étendue au Cameroun.

Premièrement, les transferts de fonds effectués par la diaspora camerounaise dénotent, du point de vue culturel, d'un souci du collectif propre à la société africaine qui tranche avec les logiques individualistes⁸³. La solidarité et la fraternité sont les principaux leviers qui sous-tendent les transferts d'argent vers le pays d'origine. Généralement, les transferts d'argent sont orientés vers des causes sociales. Cette aide est destinée aux familles nucléaires ou élargies. Utilisé à des fins de subsistance quotidienne, l'argent transféré permet de renforcer le pouvoir économique des ménages.

Deuxièmement, en observant la configuration ethnique tels que décrite par les anthropologues, il en ressort un clair ancrage des us et coutumes dans les modalités de soutien des groupes diasporiques camerounais. Ainsi, il existe une différenciation des modalités et du degré de participation des diasporas Bamilékés et Beti du Cameroun. Ces deux peuples, objet de l'étude, révèlent des réalités distinctes propres à leurs us, coutumes et habitus. En réalité, l'identité

⁸² Yao Assogba, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », *op.cit.* p. 108.

⁸³ Paul Ulrich Otye Elom, « Représentations culturelles des transferts d'argent au Cameroun : une analyse anthropologique des fonds diasporiques », *Cahiers de sociologie économique et culturel*, n° 59-60, 2015, p. 78 ;

d'une ethnie et son expression culturelle structurent le comportement et les actions de son peuple⁸⁴.

Du point de vue socio-anthropologique, il est important de noter que les Bamiléké apparaissent comme un peuple fortement attaché à sa culture et ses origines. Pour reprendre Thomas Tchatchoua, « leur dynamisme sur les autres fronts »⁸⁵ puise dans cette identité culturelle et structure leur mode d'agir à l'étranger guidé par la prépondérance de l'esprit associatif. La structure organisationnelle des ressortissants de la région de l'ouest Cameroun favorise le regroupement en communauté. L'analyse des données de l'étude rend compte du fait que les ressortissants de l'ouest sont regroupés en associations structurées. La .⁸⁶ Ces associations révèlent une organisation hiérarchique qui rend compte l'importance des regroupements en pays Bamilékés. A l'étranger, les associations s'organisent par groupement, par village et même par quartier. Il est important de noter que ce caractère associatif ne naît ex-nihilo. En effet, la vie associative chez les Bamilékés résulte d'une institution conventionnelle. Ces modes d'accumulation économique structurées autour de la « tontine » s'apparentent à des mutuelles de développement⁸⁷. Ces associations sont des lieux d'apprentissage culturel et d'initiation à la création de la richesse par des activités génératrices de revenus⁸⁸. Ce peuple rigoureusement hiérarchisé privilégie le travail adossé sur une rationalité économique génératrice d'enrichissement⁸⁹.

⁸⁴ Jacques Barou, « Le mode d'expression culturelle des Africains en France », *Migrants formation*, n°50, 1982, p. 141.

⁸⁵ Thomas Tchatchoua, *Les Bamilékés au Cameroun : Ostracisme et sous-développement*, Yaoundé, Harmattan, 2010.

⁸⁶ Jean Hurault, « L'organisation du terroir dans les groupements Bamiléké », *Etudes rurales*, vol 37-39, 1970, pp. 232-256.

⁸⁷ Peter Geschiere & Piet Konings (dir), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993.

⁸⁸ Dieudonné Toukam, *Histoire et anthropologie du peuple Bamiléké*, Paris, l'Harmattan, 2016, p. 63.

⁸⁹ Jean-Claude Barbier, *Les sociétés Bamilékés de l'ouest-Cameroun : étude régionale à partir d'un cas particulier*, Paris, ORSTOM, 1976, p. 111.

Comme le fait remarquer Jean-Claude Barbier, les associations se multiplient dans tous les milieux d'immigration Bamiléké et leur fonctionnement interne révèle une entraide⁹⁰. A l'observation, l'étude révèle une multitude d'associations diasporiques à l'étranger qui se projette pour créer des projets socio-économiques dans leurs communautés d'origine. Ces comportements sont d'autant plus valorisés dans le groupe qu'il existe des stratégies de mobilisations collectives. La communauté occupe une place primordiale car elle est le capital socio-culturel des individus. Toutefois, les dynamiques collectives de la diaspora n'empêchent pas des actions individuelles des membres de la diaspora en pays Bamilékés.

La dynamique de la diaspora des peuples Béti relève elle aussi, de ses habitus et de son mode de fonctionnement. En effet, le peuple Béti apparaît comme un peuple de « Seigneurs », nobles⁹¹. De plus, la structure des peuples Béti est très libérale et a été caractérisée d'acéphale par l'administration coloniale⁹².⁹³ A en croire Pierre Alexandre et Jacques Binet, « les associations coutumières sont sans doute moins développées chez les Pahouins⁹⁴ que dans d'autres sociétés africaines, plus cohérentes ou pourvues de hiérarchies plus solidement structurées »⁹⁵. Par ailleurs, les associations de ce peuple sont basées aussi bien sur la parenté qu'en dehors de celles-ci, ne reposant pas toujours sur la base filiale. Les groupes d'association

⁹⁰ Jean-Claude Barbier, *op. cit.*, 118.

⁹¹ Philippe Laburthe-Tolra, *Les Seigneurs de la forêt : essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens Béti du Cameroun*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

⁹² Une société acéphale ou lignagère, est une société qui ne sont pas organisés à l'image des Etats dont le pouvoir politique est différencié. Or, une littérature existante s'inscrit en faux contre cette appellation qualifiée de péjorative qui ne correspondrait pas à la réalité politique de leur société. Voir, Robert Kpwang, « Pouvoirs traditionnels de notion de chefferies au Cameroun : de la période précoloniale à l'ère de la mondialisation », Robert Kpwang, *La chefferie traditionnelle dans les sociétés de la grande zone forestière du Sud-Cameroun (1850-2010)*, Paris, l'Harmattan, 2011, p.42.

⁹³ Pierre Alexandre, « Proto-histoire du groupe beti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire », *Cahiers d'études africaines*, 1965, p. 520.

⁹⁴ Le grand ensemble Pahouin regroupe les groupes Béti, Bulu et les Fang ?

⁹⁵ Pierre Alexandre et Jacques Binet, *Le groupe dit Pahouin (Fang, Boulou, Béti)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1958, p. 62

existants ont un caractère initiatique et certains d'entre eux (non-claniques) sont dissous après l'accomplissement de son but⁹⁶. De plus, le peuple Bété est un peuple doté d'une richesse importante au regard de ses forêts et du cacao, ce qui a une signification essentielle dans leur vie économique. Ces faits socio-anthropologiques rendent compte des habits de ce peuple et de leurs descendants.

A la lumière des éléments d'analyse, cette configuration ethnique rend compte de la faible structure associative des peuples Bété à l'étranger. Cependant, il existe quelques groupes diasporiques bétés, même s'ils sont moins actifs et moins structurés que ceux des peuples Bamiléké. Lors des entretiens au Gabon, il a été révélé qu'une association dénommée « Essele » regroupait les Etons de la Lékié (une tribu du grand groupe Bété) et rassemblait également en son sein d'autres membres de nationalité étrangère⁹⁷. Dès lors, la structure organisationnelle associative chez le peuple Bété n'est pas rigide. La diaspora Bété est également active, mais l'aide est beaucoup plus individuelle et peu structurée. Le fait que la société Bété soit organisée en structure clanique ne favorise pas l'esprit associatif peuples Bété « hors murs ». Modelé par des histoires distinctes, chaque peuple est le reflet de cette histoire dont les représentations symboliques traduisent un attachement profond au pays d'origine.

2. Une solidarité renforcée à distance : symbole d'un attachement au pays d'origine

Les interactions sociales entre la diaspora et le pays d'origine est guidé par des valeurs. La contribution de la diaspora, acteur de développement est orientée par des exigences d'ordre social entretenu par l'action collective ou individuelle. Dans ces conditions, le rapport à la terre d'origine s'effectue par un engagement transnational façonné par un communautarisme sans frontière.

En effet, la contribution d'un peuple dans son pays d'origine confirme la volonté de maintien de lien et une solidarité à distance. Ceci implique la notion de « cosmocitoyenneté », qui implique non seulement le droit de partir, mais également le droit de rester⁹⁸. Dès lors, les dynamiques de mondialisation, et par ricochet des phénomènes migratoires qui consacrent

⁹⁶ *Idem.*

⁹⁷ Entretiens avec les membres de l'association « Essele » au Gabon, 04/10/2024.

⁹⁸ Ernest Marie Mbonda, *La justice globale et le droit d'être migrant*, Québec, GGC Editions, Université de Sherbrooke, 2005.

l'appartenance de tous à un Etat mondial, ne suppose pas la suppression des appartenances individuelles⁹⁹. Ceci rend compte d'une sorte de solidarité des peuples migrants à partir d'une zone étrangère. La valorisation réelle des cultures pourrait davantage raviver le sentiment d'appartenance à la terre natale. Perçu comme un espace-temps transitoire, la migration crée la formation des espaces diasporiques où se développent des communautés affectives transnationales¹⁰⁰. Les groupes fondés sur la solidarité et bâtis sur des logiques d'entraide mutuelle sont des réseaux au sein desquels se structurent des représentations culturelles qui sont à la croisée du global et du local. Dans ces conditions, les habitus et les traditions des individus migrants sont considérés au-delà de leurs terres d'origine. Dès lors, se développe un maintien de lien de fraternité avec leurs frères restés au pays natal.

Participant à l'effort de développement du pays, la diaspora camerounaise établit un maintien au pays d'origine à travers les transferts de fonds, les participations aux associations diasporiques, lesquelles mettent sur pied des projets communautaires, les créations d'entreprises. Tout ceci découle des comportements culturels des membres de la diaspora qui, d'une manière ou d'une autre cherche à maintenir des relations fraternelles avec leurs familles, ou des relations citoyennes avec le pays et leurs institutions. De là, se dégage des formes de solidarité collaborative de volontaires créant ainsi un impact dans la vie quotidienne des territoires d'origine. Parce qu'établie comme facteur de développement, L'UA considère la diaspora comme une entité contribuant au développement socio-économique du continent¹⁰¹. La diaspora est une force sur laquelle les pays africains devraient s'appuyer pour leur développement.

De même, l'aspect culturel au sein d'un territoire est tributaire du développement socio-économique et de la perception que sa diaspora a de ses us et coutumes. L'un des moyens les plus prépondérants est le rassemblement collectif pour accroître les revenus au sein de l'association afin de faciliter les actions et la mise en œuvre des projets de développement dans

⁹⁹ Christian Pout, « Le devoir de solidarité à l'épreuve de la distance : diaspora africaine et afro-rennaissance », Jean-Emmanuel Pondi (dir), *Immigration et diaspora : un regard africain*, Paris, Maisonneuve & Larose 2007, p. 296.

¹⁰⁰ Arjun Appadurai, *Modernity at Large: Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996, p. 35.

¹⁰¹ Résolution XVIII de l'Assemblée de l'Union Africaine, 2012.

la communauté d'origine. Ce mode de fonctionnement est visible dans les associations de ressortissants camerounais qui construisent des foyers des villages, non seulement à des fins associatives, mais également à des fins économiques. Certaines associations communautaires ressortissantes de l'Ouest-Cameroun telles que les communautés Bafou, Bamendjou, pour ne citer que celles-ci construisent des foyers qui servent également de salles de fêtes. Pour certains, les bénéficiaires participent à la construction des projets développement des villages¹⁰². Dans le mode de fonctionnement de ces associations, il existe une contribution statutaire allant de 2000f à 5000f par an destinés aux projets de développement reversés dans les comités de développement¹⁰³. De plus, l'implication financière des membres de l'association est un signe d'appartenance aux communautés d'origine. L'appartenance à ces groupes associatifs, et leur contribution financière est un signe d'allégeance envers la localité d'origine. Dès lors, de nombreux mécanismes sont mis en place pour la pérennisation de l'action de la diaspora dans la communauté d'origine. Dans ces conditions, ceci crée une forte interaction entre les élites traditionnelles et la diaspora. Cet attachement à cette communauté d'origine se matérialise par les visites des chefs traditionnels à l'étranger¹⁰⁴. Ainsi, la culture de la solidarité se trouve être une évidence, mieux un mode de vie tant à l'intérieur du territoire d'origine qu'à l'extérieur.

Toutefois, la solidarité à distance est quelque peu entravée par les dispositions de la loi du 11 juin 1986 sur la nationalité camerounaise. L'article 31 dispose clairement que : « perd la nationalité camerounaise le camerounais majeur qui acquiert ou conserve volontairement une nationalité étrangère ». Ceci revient à dire que le camerounais qui obtient une autre nationalité ne possède plus la nationalité camerounaise. Cette disposition apparaît comme un frein à la contribution de la diaspora sur le plan socio-économique¹⁰⁵. Ils sont officiellement considérés comme des expatriés pour l'établissement des investissements au regard des impôts qui leur sont imposés. Or, la plupart du temps, l'acquisition d'une nationalité étrangère est généralement motivée par des fins économiques et d'insertion dans le pays d'accueil. De plus, un membre de la diaspora camerounaise mentionne : « le maintien des liens de solidarité avec le pays d'origine

¹⁰² Entretien avec les ressortissants de la communauté Bamendjou du Gabon, 26/10/2024.

¹⁰³ Entretien avec les ressortissants Bafou du Gabon, 29/09/2024.

¹⁰⁴ Entretien avec le Chef Supérieur Bafou, 15/09/2024.

¹⁰⁵ Entretien avec un des membres de la diaspora camerounaise résidant en France et en Allemagne, 07/01/2025.

passé également par des séjours sur la terre natale. Cependant, les frais de visa imposés aux camerounais ayant perdu leur nationalité restent élevés »¹⁰⁶.

Au regard du potentiel que représente la diaspora pour les pays d'origine, il ressort que leur déploiement résulte des habitus culturels, des us et coutumes et des modes de vie des communautés. L'attachement à la terre natale accroît la volonté d'amélioration des conditions des populations et de la prospérité du peuple. Tant il est vrai que le degré d'intérêt et de participation dans le pays d'origine dépend du niveau social des migrants, il est également important de considérer les spécificités socio-anthropologique auxquelles ils appartiennent. Les transferts de fonds et les projets de développement socio-économiques qui sont les modes principaux d'intervention de la diaspora camerounaise semblent quelque peu entravés par les législations nationales, précisément la question de la double nationalité. Les politiques et les initiatives nationales d'implication de la diaspora enclenchées au Cameroun gagneraient à être accélérés, et ce, dans le but de faire de la diaspora un acteur majeur dans le processus de développement socio-économique.

¹⁰⁶ Les échanges avec les membres de la diaspora camerounaises rendent compte du fait que depuis janvier 2023, les frais de visa pour le Cameroun ont augmenté, 20/01/2025.

CONCLUSION

Les phénomènes migratoires, conséquences de la mondialisation, ont contribué à la constitution d'une catégorie d'acteurs dénommée « diaspora ». A l'épreuve de la distance, les diasporas africaines maintiennent des liens avec leurs pays d'origine. Marqué par les phénomènes transnationaux de la globalisation, les mobilités humaines drainent avec elles des pratiques politiques et sociales qui créent un décloisonnement de l'espace territorial et modifient les modalités de participation dans les pays d'origine. C'est dans cette optique que la diaspora camerounaise, en s'appuyant sur l'exercice d'une solidarité et d'une citoyenneté réinventée apporte une contribution multiforme dans la terre natale. Au terme de cette réflexion, il apparaît que les déterminants politiques et socio-économique sont les principaux leviers de mobilisations de la diaspora camerounaise, tant sur le plan individuel que collectif. Ainsi, les opportunités technologiques favorisent la consolidation du lien avec le pays d'origine. La diaspora camerounaise s'implique dans le champ politique par le biais des réseaux sociaux perçu désormais une plateforme d'échange, de mobilisation et de revendication. Le cyberspace semble restructurer le mode d'action de la diaspora. Ainsi, il en résulte une fabrique de l'opinion numérique qui favorise l'expression d'un changement paradigmatique de l'expression politique et de la participation démocratique au Cameroun. L'aspect socio-économique quant à lui rend compte d'une contribution active de la diaspora camerounaise quoique celle-ci soit traversée par des logiques socio-anthropologiques qui influencent les différentes participations. En tout état de cause, dans le but de mieux structurer cette participation, il est crucial pour les pouvoirs publics de renforcer les politiques gouvernementales en faveur de la diaspora pour une contribution politique et socio-économique plus efficiente au Cameroun.

BIBLIOGRAPHIE

- Alexandre Pierre & Binet Jacques, Le groupe dit Pahouin (Fang, Boulou, Beti), Paris, Presses Universitaires de France, 1958.
- Alexandre Pierre, « Proto-histoire du groupe beti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire », Cahiers d'études africaines, 1965.
- Amstrong John A, « Mobilized and proletarian diaspora », American political science review, 50 (2), 1976, pp. 393-408.
- Appadurai Arjun, Modernity at Large: Dimensions of Globalization, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.
- Assogba Yao, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », Nouvelles pratiques sociales, n° 1, vol 15, 2002, pp. 99-110.
- Badie Bertrand, La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect, Paris, Fayard, 1995.
- Bahoken Françoise, « Emigrés d'Afrique centrale : qu'en est-il, qui sont-ils et que font-ils ? », Jean-Emmanuel Pondi (dir), Immigration et diaspora : un regard africain, Paris, Maisonneuve & Larose 2007, pp. 31-53.
- Barou Jacques, « Le mode d'expression culturelle des Africains en France », Migrants formation, n°50, 1982, pp. 140-143.
- BARBIER Jean-Claude, Les sociétés Bamilékés de l'ouest-Cameroun : étude régionale à partir d'un cas particulier, Paris, ORSTOM, 1976.
- Batchom Paul Elvic, « Diaspora camerounaise et troubles sociopolitiques au Cameroun. Essai d'analyse du rapport de la diaspora à la violence à partir du déni de reconnaissance », in Paul Elvic Batchom & Patrice Moundounga Mouity (dir), L'Etat africain et sa diaspora face à la mondialisation, Paris, Karthala, pp. 17-50.
- Ben Mansour Bader, « Le rôle des médias sociaux en politique : une revue de la littérature », Regards politiques, vol 1, n° 1, 2017, pp. 3-17.

-
- Bergson Lendja Ange, Politique et émigration irrégulière en Afrique. Enjeux d'une débrouille par temps de crise, Paris, Karthala, 2010.

 - Bogui Jean Jacques & Atchoua Julien, « Communication internationale, média diasporique en ligne et espace public en Afrique », Revue de communication sociale et publique, vol 25, 2019, pp. 5- 21

 - Bruneau Michel, « Espaces et territoires de diasporas », Espace géographique, tome 2, vol 6, n°1, 1994, pp. 5-18.

 - Cazeaux Guillaume, « La fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous influence », Cités, Edition spécial, Sauver la démocratie, numéro spécial, n° 100, 2025, pp. 313-326.

 - Dembélé Moussa, D., « Le financement du développement et ses alternatives : le rôle des mouvements sociaux et politiques », Alternatives Sud, vol. 8, n° 3, 2001, pp. 229-251.

 - De hass Hein, " Migration and development: A theoretical perspective", in International migration review, 44(1), 2010, pp.227-264.

 - Diminescu Dana (2005), "Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique", Migrations Société, vol 17, n° 102, pp. 275-292.

 - Eboko, F., & Awondo, P., « L'État stationnaire, entre chaos et renaissance. Introduction au thème », Politique africaine, n° 150, 2018, pp. 5-27.

 - Eyinga A, « L'Union nationale des Etudiants du Kamerun et le mouvement de libération nationale », UNESCO, Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975, 1993, p. 131, pp. 125-138.

 - Fibbi r. & Meyer JB, « Introduction. Le lien plus que l'essence », Autrepart, vol 2, n° 22, 2002, pp. 5-21.

 - Friedman Thomas, La terre est plate. Comprendre la mondialisation, Paris, Saint-Simon, 2010.

 - Geschiere Peter & Konings Piet (dir), Itinéraires d'accumulation au Cameroun, Paris, Karthala, 1993.

 - Gubert Flore, « Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique », Regard croiser sur l'économie, la découverte, vol. 2, n°8, 2010, pp. 96-105.

-
- Habermas Jürgen, L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise (1962), Paris, Payot, 1978.
- Hurault Jean, « L'organisation du terroir dans les groupements Bamiléké », Etudes rurales, vol 37-39, 1970, pp. 232-256.
- Jolivet Marie-Josée & Lena Philippe, « Des territoires aux identités », Autrepart, vol 14, 2000, pp. 5-16.
- Kane Abdoulaye, « Diaspora villageoise et développement local en Afrique : le cas de Thiologne association développement », Homme & Migration, vol. 1, n°.1229, 2001, pp. 96-107.
- Kastoryano Riva, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », Revue française de science politique, vol. 56, n°4, 2006, pp. 533-553.
- Kpwang Robert, La chefferie traditionnelle dans les sociétés de la grande zone forestière du Sud-Cameroun (1850-2010), Paris, l'Harmattan, 2011.
- Laburthe-Tolra Philippe, Les Seigneurs de la forêt : essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens Bété du Cameroun, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.
- Mack-Kit Samuel, « Les élections au Cameroun », Recherches internationales, n°80, 2007, pp. 23-36.
- Mbonda Ernest Marie, La justice globale et le droit d'être migrant, Québec, GGC Editions, Université de Sherbrooke, 2005.
- Manga Edimo Mireille, « Les TIC, nouvelles formes d'action politiques. Le cas des diasporas camerounaises », Afrique contemporaine, n° 234, 2010, pp. 127-140.
- Najer S., Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques, Paris, Karthala, 2013.
- Nanfosso Tsafack Roger & Tchouassi Gérard, « Aspects économiques et financiers de l'émigration en Afrique », Jean-Emmanuel Pondi (dir), Immigration et diaspora : un regard africain, Paris, Maisonneuve & Larose 2007, pp. 109-131.

-
- Ntienjom Mbohou Léger Félix, « L'émergence de l'option diaspora au Cameroun : recours à un concept magique dans un contexte de crise », *Revue Gouvernance*, vol 20, n°2, 2023, pp. 53-75.

 - Ngono S., « Les réseaux sociaux comme nouvel espace de mobilisation dans des contestes post-autoritaires. Le cas de l'affaire Eva au Cameroun », *Les cahiers du numérique*, 3(14), 2018, pp. 129–149.

 - Pout Christian, « Le devoir de solidarité à l'épreuve de la distance : diaspora africaine et afro-rennaissance », Jean-Emmanuel Pondi (dir), *Immigration et diaspora : un regard africain*, Paris, Maisonneuve & Larose 2007, pp. 279-298.

 - Proulx Serge, *Des nomades connectés : vivre ensemble à distance*, Hermès, n° 51, pp. 155-166, 2008.

 - Otye Elom Paul Ulrich, « Représentations culturelles des transferts d'argent au Cameroun : une analyse anthropologique des fonds diasporiques », *Cahiers de sociologie économique et culturel*, n° 59-60, 2015, pp. 77-91.

 - Sahlins Marshall, "Poor man, rich man, big man, chief: political types in Melanesia and Polynesia", *Comparatives studies in Society and History*, n°5, 1963, pp. 285-303.

 - Tametong Steve, "Social media, opposition political parties and democratic governance in authoritarianist countries in Africa", *Tayarisha Working Paper Series n° 003*, Wits School of Governance, September 2023, pp. 1-26.

 - Tchingankong Yanou Moise, « Le champ politique camerounais « à l'étranger » au travers des rivalités entre partis politiques », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 26, n° 2-3, 2019, pp. 83-105.

 - Toukam Dieudonné, *Histoire et anthropologie du peuple Bamiléké*, Paris, l'Harmattan, 2016.

 - Skjerdal Terge, *Journalists or activists? Self - identity in the Ethiopian diaspora online community*, *Information & Communication Technology – Africa*, vol 12, Issue 6, 2011, pp. 3-8.

-
- Taobada Leonetti Isabelle, « Culture d'origine, Cultures immigrées, Cultures ethniques. Réflexions sur le traitement idéologique ambivalent de ces notions », L'Homme et la société, n° 77-78, 1985, pp. 121-142.

 - Tchatchoua Thomas, Les Bamilékés au Cameroun : Ostracisme et sous-développement, Yaoundé, L'Harmattan, 2010.

 - Withol Wenden Cathérien, « La nouvelle citoyenneté », Hommes et Migrations, n° 1196, 1996, pp. 14-16.

 - Wongo Ahanda Antoine, « Information, communication et transnationalisme. Une exploration des communications des camerounais à l'étranger », David Simo (dir), Problématiques migratoires en contexte de globalisation, Actes du séminaire des 24 et 25 septembre, Yaoundé 2012, pp. 199-223.